17 02. 1976
- 1 -
Coordinatie

BL.

L.12.465/2.

ROYAUME DE BELGIQUE.

KONINKRIJK BELGIE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement, le 30 décembre 1975, d'une demande d'avis sur un projet de loi "portant création d'un fonds pour la coopération au développement", a donné le 13 janvier 1976 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 30e december 1975 door de Minister van Buitenlandse Zaken en van Ontwikkelingssamenwerking verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van wet "houdende oprichting van een fonds voor ontwikkelingssamenwerking", heeft de 13e januari 1976 het volgend advies gegeven :

17.2.76

OBSERVATIONS GENERALES.

I. L'exposé des motifs du projet de loi relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services (doc. Sénat 1975-1976, n° 723/1 du 17 novembre 1975) signale que ce projet a pour objet d'aligner les procédures de passation de tous les marchés passés au nom de l'Etat et des organismes d'intérêt public.

Le présent projet s'écarte des intentions manifestées par le projet susdit.

II. Le projet doit être proposé et contresigné non seulement par le Ministre des Affaires étrangères et de la Coopération au développement mais également par le Ministre des Finances. En effet, certaines dispositions du projet sont relatives à la Loterie nationale et d'autres dispositions concernent la matière des impôts et notamment le régime fiscal du futur Fonds.

*

* *

Le projet soulève des observations de forme et de présentation qui n'appellent pas de commentaire particulier et dont il a été tenu compte dans le texte proposé ci-après, lequel a reçu l'accord du délégué du Gouvernement :

.../...

"LOI CREANT UN FONDS DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

BAUDOUIN, ...

...

...

Article 1er.-

Il est créé, sous la dénomination "Fonds de la coopération au développement", une personne de droit public chargée de financer la réalisation des projets de développement économique ou social en faveur des pays en voie de développement et de leur population.

Le Fonds est classé parmi les organismes de la catégorie A énumérés par l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Article 2.-

Les projets de développement auxquels le Fonds peut apporter son aide concernent notamment, en tout ou en partie :

1° les études préparatoires à l'établissement de programmes ou de projets de développement et les études en vue de leur réalisation ;

2° la construction, la gestion et l'entretien d'immeubles bâtis et de leur équipement situés dans un pays en voie de développement ;

.../...

3° la mise en valeur agricole, industrielle et minière d'un tel pays ;

4° des actions à caractère social notamment dans les domaines éducatif et médical ;

5° la fourniture, l'installation et l'entretien de biens d'équipement ;

6° la réalisation de travaux d'infrastructure notamment dans le domaine des transports ;

7° toute étude ou intervention en vue du développement des entreprises publiques ou d'économie mixte des pays concernés ;

8° le recrutement, la formation et l'envoi d'experts et de techniciens devant contribuer à la réalisation des projets de développement ;

9° l'accueil et le séjour de ressortissants des pays en voie de développement, qui reçoivent, en Belgique ou à l'étranger, une formation de nature à leur permettre de contribuer au développement de leur pays.

Article 3.-

§ 1er. Le Fonds agit soit par une action directe dont il assume les charges et responsabilités, soit par voie d'intervention financière, soit par des prises de participation dans des entreprises publiques ou d'économie mixte.

§ 2. Lorsque le Fonds est appelé à intervenir financièrement pour la réalisation de projets de développement, cette intervention est accordée soit à l'Etat étranger bénéficiaire du projet, soit à une entreprise publique ou une entreprise d'économie mixte de cet Etat, soit à un organisme dont les engagements sont garantis par cet Etat.

.../...

L'intervention financière s'opère sous une des formes ci-après :

1° dons en numéraire ;

2° prêts à des taux et conditions plus favorables que ceux du marché ;

3° bonifications d'intérêts à imputer sur la charge d'emprunts consentis par des tiers.

L'entreprise d'économie mixte au sens du présent article est celle dont la majorité du capital est détenue par des personnes de droit public.

§ 3. Le Fonds peut également participer, par l'octroi de subventions, à des projets de développement mis en oeuvre par des organismes privés belges. Les sommes destinées à ces participations font l'objet d'un article distinct dans le budget de l'Etat.

Article 4.-

Les ressources dont dispose le Fonds sont constituées par :

1° les bénéfices nets de la Loterie nationale, versés en exécution de la loi du 6 juillet 1964 ;

2° les dotations inscrites annuellement au budget de la coopération au développement ;

3° les intérêts des capitaux prêtés ou déposés ;

4° les dividendes résultant des participations.

.../...

Le Fonds peut, en outre :

1° recevoir des loyers ou redevances à verser par les bénéficiaires de ses interventions ;

2° accepter des dons et des legs ;

3° accepter le dépôt de sommes et valeurs de toute espèce, dont le montant, le produit ou le revenu est destiné au financement de projets de développement.

Article 5.-

Le Fonds est représenté et géré par le Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions. Ce ministre a qualité pour accomplir tous actes de gestion.

La gestion journalière du Fonds est assurée par l'administrateur général de l'administration générale de la coopération au développement.

Le ministre peut déléguer certains de ses pouvoirs de gestion du Fonds à l'administrateur général, ainsi qu'à des fonctionnaires soumis à l'autorité du ministre.

Article 6.-

Par dérogation à l'article 7bis de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et pour les opérations à réaliser à l'étranger, le Roi peut déterminer relativement aux marchés à passer par le Fonds, des règles tenant compte des nécessités propres à l'activité de celui-ci.

.../...

Article 7.-

L'Etat est autorisé à mettre gratuitement à la disposition du Fonds, les services, locaux, installations et équipements nécessaires à sa mission.

Article 8.-

Le Fonds peut ouvrir des comptes en banque à l'étranger, en monnaie belge ou étrangère, moyennant l'autorisation du Ministre des Finances (1).

Article 9.-

Le Fonds est assimilé à l'Etat pour l'application des lois concernant les impôts directs ou indirects au profit de l'Etat, des provinces et des communes.

Article 10.-

Les mots : "Fonds de la coopération au développement" sont insérés dans l'article 1er, A, de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, avant les mots : "Fonds des routes".

Article 11.-

L'article 1er, alinéa 2, de la loi du 6 juillet 1964 relative à la Loterie nationale est remplacé par la disposition suivante :

"Les bénéfices nets de la Loterie nationale sont versés au Fonds de la coopération au développement".

.../...

(1) Le projet prévoit l'intervention du Ministre qui a la coopération au développement dans ses attributions. Ainsi c'eut été le Ministre qui se fut donné à lui-même l'autorisation prévue par cette disposition.

Article 12.-

Sur la proposition du Ministre qui à la coopération au développement dans ses attributions et du Ministre des Finances, le Roi détermine les montants des crédits appartenant ou rattachés au budget de la coopération au développement, de l'année au cours de laquelle intervient l'entrée en vigueur de la présente loi, qui seront versés au Fonds en vue de la réalisation de sa mission.

Article 13.-

Le Roi fixe la date de l'entrée en vigueur de la présente loi".

ALGEMENE OPMERKINGEN.

I. De memorie van toelichting bij het ontwerp van wet betreffende het gunnen van overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten (gedr. st., Senaat, zitting 1975-1976, nr. 723 1, van 17 november 1975) wijst erop dat het tot doel heeft de procedures voor het gunnen van alle opdrachten voor rekening van de Staat en van de instellingen van openbaar nut in overeenstemming te brengen.

Van de daar te kennen gegeven voornemens wordt in het onderhavige ontwerp afgeweken.

II. Het ontwerp moet niet alleen door de Minister van Buitenlandse Zaken en Ontwikkelingssamenwerking maar ook door de Minister van Financiën voorgedragen en medeondertekend worden. Sommige bepalingen hebben immers betrekking op de Nationale Loterij, andere op de belastingen, met name op de fiscale regeling voor het toekomstige Fonds.

*

* *

Over de vorm en de inrichting van het ontwerp zijn opmerkingen te maken die geen bijzondere commentaar behoeven; er is rekening mee gehouden in de hierna voorgestelde tekst, waarmee de gemachtigde van de Regering zich akkoord heeft verklaard :

.../...

"WET TOT OPRICHTING VAN EEN FONDS VOOR ONTWIKKELINGSSAMENWERKING.

BOUDEWIJN, ...

...

...

Artikel 1.-

Onder de benaming "Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking" wordt een publiekrechtelijk persoon ingesteld die gelast is de uitvoering van economische of sociale ontwikkelingsprojecten ten behoeve van de ontwikkelingslanden en dezer bevolking te financieren.

Het Fonds wordt ingedeeld bij de instellingen van categorie A, genoemd in artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut.

Artikel 2.-

De ontwikkelingsprojecten waaraan het Fonds zijn hulp kan verlenen, hebben inzonderheid, geheel of ten dele, betrekking op :

1° de onderzoekingen tot voorbereiding en de onderzoekingen met het oog op de uitvoering van ontwikkelingsprogramma's of -projecten;

2° het oprichten, beheren en onderhouden van gebouwen van hun toerusting in ontwikkelingslanden;

.../...

3° het produktief maken van de landbouw, de nijverheid en de mijnen van zodanige landen;

4° het voeren van sociale acties, inzonderheid op opvoedkundig en medisch gebied;

5° het leveren, installeren en onderhouden van toerustingsgoederen;

6° het uitvoeren van infrastructuurwerken, inzonderheid op het gebied van het vervoer;

7° het verrichten van enig onderzoek of het leveren van enige bijdrage, strekkend tot de uitbouw van openbare ondernemingen of ondernemingen met gemengd beheer van de betrokken landen;

8° het aanwerven, opleiden en zenden van deskundigen en technici die zullen meewerken aan de uitvoering van de ontwikkelingsprojecten;

9° de opvang en het verblijf van onderdanen van ontwikkelingslanden, die in België of in het buitenland een opleiding krijgen welke hen in staat zal stellen mee te werken aan de ontwikkeling van hun land.

Artikel 3.-

§ 1. De hulp die het Fonds verleent bestaat ofwel in een direct optreden waarvan het de last en de verantwoordelijkheid op zich neemt, ofwel in het verlenen van een financiële bijdrage, ofwel in het nemen van participaties in openbare ondernemingen of ondernemingen met gemengd beheer.

.../...

§ 2. Wanneer het Fonds financieel dient bij te dragen in de uitvoering van ontwikkelingsprojecten, wordt die bijdrage verleend ofwel aan de vreemde Staat waarvoor het project bestemd is, ofwel aan een openbare onderneming of een onderneming met gemengd beheer van die Staat, ofwel aan een instelling waarvan de verbintenissen door die Staat, ofwel aan een instelling waarvan de verbintenissen door die Staat zijn gewaarborgd.

De financiële bijdrage wordt verleend in een van de volgende vormen :

1° giften in geld;

2° leningen tegen rentevoeten en voorwaarden die gunstiger zijn dan die van de markt;

3° rentevergoedingen, aan te rekenen op de last van door derden toegestane leningen.

De onderneming met gemengd beheer in de zin van dit artikel is de onderneming waarvan het grootste deel van het kapitaal in handen van publiekrechtelijke personen is.

§ 3. Het Fonds kan ook, door het verlenen van subsidies, deelnemen aan ontwikkelingsprojecten van Belgische particuliere instellingen. De daarvoor bestemde bedragen worden uitgetrokken op een afzonderlijk artikel van 's Rijks begroting.

Artikel 4.-

Het Fonds betrekt zijn middelen uit :

1° de netto-winst van de Nationale Loterij, overgemaakt ter uitvoering van de wet van 6 juli 1964;

2° de jaarlijks op de begroting voor ontwikkelingssamenwerking uitgetrokken dotaties;

.../...

3° de renten van geleende of in deposito gegeven kapitalen;

4° de dividenden uit de participaties.

Het Fonds kan bovendien :

1° door de geholpenen te betalen huurgelden of retributies ontvangen;

2° schenkingen en legaten aannemen;

3° geldsommen en waarden van enigerlei aard waarvan het bedrag, de opbrengst of het inkomen bestemd is voor het financieren van ontwikkelingsprojecten, in bewaring nemen.

Artikel 5.-

Het Fonds wordt vertegenwoordigd en beheerd door de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort. Die Minister is bevoegd om alle daden van beheer te verrichten.

Het dagelijks bestuur van het Fonds wordt waargenomen door de administrateur-generaal van het algemeen bestuur van de ontwikkelingssamenwerking.

De Minister kan sommige van zijn bevoegdheden inzake beheer van het Fonds opdragen aan de administrateur-generaal, alsook aan ambtenaren die onder het gezag van de Minister staan.

Artikel 6.-

In afwijking van artikel 7bis van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, en voor de verrichtingen in het buitenland, kan de Koning, met betrekking tot het gunnen van

.../...

opdrachten door het Fonds, regelen stellen met inachtneming van de specifieke behoeften van de werkzaamheid van het Fonds.

Artikel 7.-

De Staat kan het Fonds de diensten, lokalen, installaties en toerustingen welke het voor de vervulling van zijn taak nodig heeft, kosteloos ter beschikking stellen.

Artikel 8.-

Het Fonds kan, met toestemming van de Minister van Financiën, in het buitenland bankrekeningen openen in Belgisch of in vreemd geld (1).

Artikel 9.-

Het Fonds wordt met de Staat gelijkgesteld voor de toepassing van de wetten betreffende de directe of indirecte belastingen ten behoeve van de Staat, provincies en gemeenten.

Artikel 10.-

In artikel 1, A, van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut worden de woorden "Fonds voor ontwikkelingssamenwerking" ingevoegd vóór het woord "Wegenfonds".

.../...

---

(1) Het ontwerp bepaalt dat de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort, zijn toestemming moet geven. Die Minister zou dan de bedoelde toestemming aan zichzelf geven.

Artikel 11.-

Artikel 1, tweede lid, van de wet van 6 juli 1964 betreffende de Nationale Loterij wordt door de volgende bepaling vervangen :

"De netto-winst van de Nationale Loterij wordt overgemaakt aan het Fonds voor Ontwikkelingssamenwerking".

Artikel 12.-

Op de voordracht van de Minister tot wiens bevoegdheid de ontwikkelingssamenwerking behoort en van de Minister van Financiën bepaalt de Koning welke bedragen van de kredieten, behorende tot of gekoppeld aan de begroting voor de ontwikkelingssamenwerking van het jaar waarin deze wet in werking treedt, aan het Fonds zullen worden overgemaakt opdat het zijn taak kan vervullen.

Artikel 13.-

De koning bepaalt de datum waarop deze wet in werking treedt".

La chambre était composée de

Messieurs : J. MASQUELIN, président,
de Heren : voorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

R. PIRSON, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J. MASQUELIN.

Le rapport a été présenté par M. G. PIQUET, premier auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

J. TRUYENS.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J. MASQUELIN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. G. PIQUET, eerste auditeur.

Pour LE PRESIDENT absent, - Voor DE VOORZITTER, afwezig,

H. ROUSSEAU,
Conseiller d'Etat. Staatsraad.